



Défendons la formation professionnelle !

lundi 12 novembre 2018, par [Bariaud](#)

Défendons la formation professionnelle !

Nous vivons en cette période une attaque sans précédent sur ce qui constitue le cœur de la formation et l'émancipation de toutes et tous. La réforme Pénicaud sur la formation professionnelle et la loi PACTE vont modifier à la fois les règles de financement mais aussi la gouvernance et les structures des lieux de formation. La réforme Blanquer des lycées professionnels va les déstabiliser durablement. Pour toutes et tous les citoyen·nes c'est bien la possibilité d'accéder à des formations longues et qualifiantes qui va être remise en cause avec la financiarisation du droit à la formation.

Dans les lycées professionnels

Les grilles horaires dérogatoires seront en forte baisse. Ces horaires dérogatoires auront un impact sur les jeunes, les postes, les conditions de travail mais aussi sur les diplômes. La révision des programmes et des contenus est prévue pour mars 2019.

Ces projets de grilles changent profondément les outils de l'enseignement professionnel initial. Cette réforme porte une vision utilitariste des enseignements généraux et réduit l'enseignement professionnel à une voie de lycée uniquement tournée vers l'insertion professionnelle, l'employabilité.

En cela, ce projet s'articule complètement avec la réforme des voies générale et technologique du lycée et Parcoursup.

Ces arrêtés confirment donc nos prévisions de suppression de postes. Toutes les disciplines, générales comme professionnelles, seront impactées.

Fort de la réussite de la générale, grâce à 27 septennaires, nous allons le 9 octobre avoir des certifiés spécifiques. L'intersyndicale continue la mobilisation.

A l'AFPA

Il est prévu une réduction de 10 % de la masse salariale, fermeture de très nombreux centres, l'abandon de missions... L'État met l'AFPA à sac. D'un tel de formation par excellence de l'État depuis 72 ans, l'AFPA affiche un taux de réinsertion dans l'emploi de 46 %. Plus de cette qualité, le gouvernement n'en veut plus. Subventionnée par l'État, l'AFPA a vu sa dotation divisée par 10 et est retournée péjorative dans le marché de la concurrence face à une invaisable de boîtes de formations privées qui ne proposent que quelques dizaines d'heures en général.

La mobilisation grandit, sous la forme de grèves et d'une carte postale pour défendre l'AFPA qui doit être massivement envoyée au président de la République.

Dans les CFA

La logique purement financière de la réforme n'a retenu que la seule règle du coût du contrat de formation, alors que les CFA connaissent de grandes disparités entre le coût réel de fonctionnement selon la qualité de la formation dispensée, le lieu d'implantation géographique, la multi-professionnalité enseignée et l'importance des établissements de formation.

L'offre de formation, déjà importante, va encore décroître et créer une hyper-concurrence entre les réseaux de formation de tous natures. Les moyens alloués au contrôle de la certification du label de qualité des opérateurs de formation et le contenu des référentiels quant à eux sont encore incertains.

Cette réforme va impacter de plein fouet le parcours de la formation. Des organismes vont disparaître, d'autres se coter. Des branches professionnelles peuvent s'effriter.

La CGT mène une campagne d'information sur le sujet et construit des mobilisations.

Fédération CGT de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture

Nous vivons en cette période une attaque sans précédent sur ce qui constitue le cœur de la formation et l'émancipation de toutes et tous. La réforme Pénicaud sur la formation professionnelle et la loi PACTE vont modifier à la fois les règles de financement mais aussi la gouvernance et les structures des lieux de formation. La réforme Blanquer des lycées professionnels va les déstabiliser durablement. Pour toutes et tous les citoyen·nes c'est bien la possibilité d'accéder à des formations longues et qualifiantes qui va être remise en cause avec la financiarisation du droit à la formation.

A travers ces attaques et ces mobilisations, c'est bien la formation professionnelle dans son ensemble qui est visée. La mise à mal des structures existantes et le désengagement de l'État et des collectivités territoriales vont mener à la précarisation des personnels, à la dégradation de leurs conditions de travail et à une perte de qualité des formations dispensées.

Des mobilisations se construisent. La FERC-CGT est aux côtés des personnels pour défendre la formation professionnelle pour toutes et tous !

A l'AFPA

Il est prévu une réduction de 10 % de la masse salariale, fermeture de très nombreux centres, l'abandon de missions... L'État met l'AFPA à sec.

Outil de formation par excellence de l'État depuis 72 ans, l'AFPA affiche un taux de réinsertion dans l'emploi de 66 %. Mais de cette qualité, le gouvernement n'en veut plus. Subventionnée par l'État, l'AFPA a vu sa dotation divisée par 10 et s'est retrouvée précipitée dans le marché de la concurrence face à une myriade de boîtes de formations privées qui ne proposent que quelques dizaines d'heures en général.

La mobilisation grandit, sous la forme de grèves et d'une carte postale pour défendre l'AFPA qui doit être massivement envoyée au président de la République.

Dans les lycées professionnels

Les grilles horaires d'enseignement seront en forte baisse. Ces baisses d'heures d'enseignement auront un impact sur les jeunes, les postes, les conditions de travail mais aussi sur les diplômes... La révision des programmes et des contenus est prévue pour mars 2019.

Ces projets de grilles changent profondément les finalités de l'enseignement professionnel initial. Cette réforme porte une vision utilitariste des enseignements généraux et réduit l'enseignement professionnel à une voie du lycée uniquement tournée vers l'insertion professionnelle, l'employabilité.

En cela, ce projet s'articule complètement avec la réforme des voies générale et technologique du lycée et ParcoursSup.

Ces arrêtés confirment donc nos prévisions de suppressions de postes. Toutes les disciplines, générales comme professionnelles, seront impactées.

Fort de la réussite de la première grève du 27 septembre, poursuivie le 9 octobre avec des cortèges spécifiques, l'intersyndicale continue la mobilisation.

Dans les CFA

La logique purement financière de la réforme n'a retenu que la seule règle du coût du contrat de formation, alors que les CFA connaissent de grandes disparités entre le coût réel de fonctionnement selon la qualité de la formation dispensée, le lieu d'implantation géographique, la multi-professionnalité enseignée et l'importance des établissements de formation.

L'offre de formation, déjà importante, va encore s'accroître et créer une hyper concurrence entre les monteurs de formation de toute nature. Les moyens alloués au contrôle de la certification du label de qualité des opérateurs de formation et le contenu des référentiels quant à eux sont encore inconnus.

Cette réforme va impacter de plein fouet le panorama de la formation. Des organismes vont disparaître, d'autres se créer. Des branches professionnelles peuvent fusionner.

La CGT mène une campagne d'information sur le sujet et construit des mobilisations.

LA FERC CGT revendique

- La FERC-CGT revendique la création d'un Service Public national de la Formation professionnelle avec une mise en œuvre au niveau régional. Cette question porte notamment la problématique de la place, du rôle, des missions, de la complémentarité et des statuts des acteurs/actrices de la Formation professionnelle.
- Elle pose aussi la question de l'égalité, y compris l'égalité femme/homme, d'accès à la Formation professionnelle puisque la FERC-CGT défend la possibilité pour les salarié-es de reprendre leurs études. En ce sens, l'introduction d'un droit opposable au retour en formation, pour les jeunes étant

sortis sans diplôme du système scolaire, va dans ce sens. Mais sans moyen, il restera lettre-morte.

- La FERC-CGT revendique la possibilité pour toutes et pour tous de pouvoir reprendre ses études et donc le fait que le Service public d'Éducation ait les moyens de mettre en place des formations adaptées.
- Aux antipodes d'une « sécurisation des parcours professionnels », simple traitement social du chômage, nous revendiquons la sécurisation des personnes elles-mêmes dans leurs parcours professionnels.
- Pour la FERC-CGT, cette question est au cœur de la campagne « coût du capital » visant une autre répartition des richesses créées par le Travail : le patronat doit financer la Formation professionnelle et cesser de se désengager !
- La FERC revendique la défense et la reconstruction d'un service scolaire de l'orientation. Cela passe par un véritable droit à la formation professionnelle continue sur le temps de travail, une égalité d'accès de toutes et tous, l'acquisition d'une période correspondant à 10% du temps travaillé pour se former, la gratuité totale pour l'utilisateur et cela passe par des moyens financiers et humains pour l'application de la loi Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).